

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 09/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PATRICK TUBERT (SARL)

52 route de Bages
Lieu-dit "Mas Tubert"
66200 ELNE

Références : 2022-200-PUB
Code AIOT : 0006604788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans le centre de tri de déchets que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons" à Elne (66200). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La visite d'inspection inopinée du 21/11/2022 a été diligentée suite à deux plaintes pour nuisances olfactives et/ou sonores :

- une plainte pour nuisances olfactives émanant du collège Paul Langevin datant du 03/10/2022 et transmise à monsieur le préfet par monsieur le président de la communauté de communes Sud Roussillon par courrier daté du 17/10/2022, et également transmise à l'inspection des installations classées par le directeur de la communauté de communes Sud Roussillon, par courriel du 15/11/2021 ;
- une plainte pour nuisances olfactives et sonores émanant d'un riverain propriétaire du Mas Noell, reçue par l'inspection des installations classées par courriel daté du 14/11/2022.

Si dans son courrier du 03/10/2022, le collège Paul Langevin attribue les nuisances olfactives au fonctionnement du centre de tri que la société PATRICK TUBERT exploite à Elne, le propriétaire du Mas Noell attribue ces nuisances à la fois au fonctionnement du centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT et au fonctionnement de la plateforme de compostage, limitrophe, exploitée par la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT. Cette autre installation a également fait l'objet d'un contrôle le 21/11/2022, pour lequel un rapport séparé a été rédigé.

Cf. plan de localisation du collège et du Mas Noell par rapport aux établissements des sociétés PATRICK TUBERT et ALLIANCE ENVIRONNEMENT, en annexe.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PATRICK TUBERT SARL
- Activité : Centre de tri de déchets
- Chemin de Charlemagne - lieu-dit "Els Mossellons", 66200 Elne
- Code AIOT : 0006604788
- Régime : Enregistrement

Dans son centre de tri de déchets, la société PATRICK TUBERT réceptionne principalement les déchets tout-venant issus de déchèteries mises à disposition des particuliers par des collectivités territoriales. Les déchets réceptionnés par ce biais sont, essentiellement, triés manuellement. La partie valorisable des déchets issue de ce tri est dirigée vers des filières de recyclage adaptées. La partie non valorisable est, quant à elle, incinérée dans l'unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés de Calce.

Dans son centre de tri de déchets dangereux, la société PATRICK TUBERT réalise également depuis 2020 une activité de déconditionnement et transit de biodéchets provenant des entreprises agroalimentaires de la zone Grand Saint-Charles de Perpignan, de la grande distribution et de restaurateurs.

Le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT est limitrophe à la plateforme de compostage exploitée par la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT. Ces deux installations sont voisines de la station de traitement des eaux urbaines de la commune d'Elne.

Actuellement, le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT est réglementé par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 04/06/2019¹ :

- sous le régime de l'enregistrement, pour l'activité de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial (rubrique 2710-2b), pour une capacité maximale de 565 m³ ;
- sous le régime de l'enregistrement, pour l'activité de dépollution de bateaux de plaisance (rubrique 2712-3), pour une capacité maximale de 200 m² ;
- sous le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique, pour l'activité de collecte de déchets dangereux (rubrique 2710-1b), pour une capacité de 6,32 t ;
- sous le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique, pour l'activité de transit de déchets inertes (rubrique 2716-2), pour une capacité de 790 m³ ;
- sous le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique, pour l'activité de traitement de déchets non dangereux – biodéchets – (rubrique 2791-2), pour une capacité maximale de 9 t/j ;

Enfin, l'inspection des installations classées précise que la société PATRICK TUBERT a déposé, le 24/11/2022 un dossier de demande d'autorisation environnementale afin de moderniser (mécanisation) la chaîne de son centre de tri de déchets. Cette autorisation, si elle est accordée, porterait également à 30 t/j l'activité de traitement de biodéchets que la société PATRICK TUBERT exerce dans son centre de tri de déchets, soit une augmentation **d'un peu plus de 230 %**. Ce dossier est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

¹ Arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BCLUE/2019155-0004 du 4 juin 2019 encadrant la poursuite des activités de la société TUBERT sur le site d'Elne

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique

Bilan hors fiches de constats

Le 21/11/2022, à l'issue du contrôle des installations de la société PATRICK TUBERT, l'inspection des installations classées a rencontré monsieur le principal adjoint du collège Paul Langevin. Le 21/11/2022, par un faible vent de « Tramontane », l'inspection des installations classées n'a senti aucune odeur caractéristique des activités de la société PATRICK TUBERT dans et à proximité du collège. Monsieur le principal adjoint explique à l'inspection des installations classées que des odeurs sont régulièrement ressenties par les professeurs et les élèves de son établissement par temps humide et par vent faible à nul. Monsieur le principal adjoint ajoute que ces nuisances sont essentiellement ressenties certains matins et se manifestent par de forts pics d'odeurs âcres, que monsieur le principal adjoint indique associer plus facilement à une odeur de déchets verts en décomposition, qu'à une odeur d'égout ou d'ordures ménagères.

Sur la base de la description des odeurs faite par monsieur le principal adjoint (« odeur de déchets verts en décomposition ») et du courrier du 03/10/2022 de madame le principal, dont la société PATRICK TUBERT avait été également destinataire, l'inspection des installations classées explique à monsieur le principal adjoint qu'il est extrêmement peu probable que les odeurs perçues au niveau du et dans le collège puissent provenir du fonctionnement des installations de la société PATRICK TUBERT ; cette dernière ne traitant pas de déchets verts. En poursuivant sa conversation avec monsieur le principal adjoint, l'inspection des installations classées a compris qu'il y avait là un quiproquo. Dans son courrier, madame le principal semble avoir désigné, à tort, la société PATRICK TUBERT, comme étant à l'origine des nuisances olfactives ressenties dans son établissement, pensant que cette société travaillait toujours sur la plateforme de compostage de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT. Pour mémoire, jusqu'en tout début d'année 2022, dans le cadre d'un partenariat, c'était la société PATRICK TUBERT qui réalisait une grande partie des opérations de fabrication du compost sur la plateforme de compostage de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT. Les deux sociétés ont mis fin à ce partenariat au mois de janvier 2022. L'inspection des installations classées comprend alors, sur la base des caractéristiques des odeurs

décrites par monsieur le principal adjoint et de l'activité de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT, que les nuisances olfactives ressenties au niveau du collège Paul Langevin proviendraient, en fait, du fonctionnement de la plateforme de compostage de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT.

À l'issue de sa rencontre avec monsieur le principal adjoint du collège Paul Langevin, l'inspection des installations classées s'est rendue au Mas Noell, où elle a rencontré son propriétaire. Ce monsieur nous fait part de nuisances olfactives qu'il attribue à la fois au fonctionnement des installations de la société PATRICK TUBERT ainsi qu'au fonctionnement de la plateforme de compostage exploitée par la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT. Concernant plus particulièrement la société PATRICK TUBERT, le propriétaire du Mas Noell indique à l'inspection des installations classées avoir observé que des biodéchets (fruits et/ou légumes en décomposition) demeureraient régulièrement entreposés à l'air libre à l'arrière de l'établissement durant le week-end. Le jour du contrôle, aucune odeur nauséabonde n'a pu être ressentie par l'inspection des installations classées au niveau du Mas Noell. Le propriétaire du Mas Noell fait également part de nuisances sonores récentes qu'il attribue au fonctionnement d'une installation de concassage et/ou criblage que la société PATRICK TUBERT aurait nouvellement mise en service. Les opérations de concassage et/ou criblage auraient lieu selon les dires du propriétaire du Mas Noell tous les jours ouvrables de la semaine, sur la durée de l'ensemble de la journée et débuteraient régulièrement avant 7 heures du matin. Lors de son départ du Mas Noell, vers 16h30, l'inspection des installations classées a perçu le bruit significatif et caractéristique du fonctionnement d'un cribleur ou concasseur. En partant du Mas Noell, l'inspection des installations classées s'est brièvement arrêtée à l'arrière de l'établissement PATRICK TUBERT (Cf. point d'arrêt sur la vue aérienne ci-dessous, à un peu moins de 20 mètres de la limite de l'établissement de la société PATRICK TUBERT). Il est un peu plus de 16h30. Le crible observé le matin dans l'établissement de la société PATRICK TUBERT est en fonctionnement et génère un bruit « important » en limite de propriété de l'établissement, sans que l'inspection des installations classées (en l'absence de résultats de mesures sonores) ne soit en mesure d'établir que la société PATRICK TUBERT ne respecterait pas la valeur limite d'émission sonore autorisée en limite de son établissement. À ce même endroit, l'inspection des installations classées relève une odeur significative, identique à celle sentie le matin dans l'établissement de la société PATRICK TUBERT. A cette heure de la journée, le vent dominant (« La Tramontane ») souffle très légèrement.

Cf. plan de localisation du collège et du Mas Noell par rapport aux établissements des sociétés PATRICK TUBERT et ALLIANCE ENVIRONNEMENT, en annexe.

Bilan des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
1	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I, point 6.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Réception et traitement des déchets dans l'installation	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I, point 7.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
3	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 21/11/2022, article L. 511-2, R. 511-9 et R. 512-47.I	/	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 21/11/2022, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT :

- exploitait une installation de criblage soumise à déclaration, sans l'avoir préalablement déclarée, et que cette installation générait un bruit « important » en limite de l'établissement et significativement perceptible au niveau du Mas Noell (habitation riveraine) ;
- ne respectait pas les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 23/11/2011 visant à limiter les odeurs.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société PATRICK TUBERT de :

- régulariser la situation administrative de son installation de criblage et de réaliser, le cas échéant, une mesure de bruit en limite de son centre de tri d'Elne, sous 15 jours ;
- respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 30/06/1997, en particulier en réalisant une mesure de bruit conforme aux prescriptions de cet arrêté, afin de s'assurer que la société PATRICK TUBERT respecte les valeurs limites d'émissions sonores en limite de sa propriété, sous 1 mois ;
- respecter certaines des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 23/11/2011 afin de limiter les odeurs émises par son activité de déconditionnement et transit de biodéchets, sous 1 mois.

Par ailleurs, en l'absence de résultats de mesures démontrant que la société PATRICK TUBERT respecte les valeurs limites d'émissions sonores en limite de sa propriété, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de prescrire à la société PATRICK TUBERT, si celle-ci fait le choix de déclarer son crible pour pouvoir continuer de l'exploiter :

- de réaliser, sous 1 mois, une mesure de bruit en limite de son établissement, afin de contrôler qu'elle respecte les valeurs limites de bruit qui sont imposées dans l'arrêté ministériel du 30/06/1997 ;
- le cas échéant, sous 2 mois, de mettre en place les mesures nécessaires pour respecter ces valeurs en limite de propriété de son établissement, et de suspendre dans l'intervalle son activité de criblage.

Un projet d'arrêté préfectoral, rédigé en ce sens, est annexé au présent rapport.

Enfin, à l'issue de ce contrôle, l'inspection des installations classées :

- exclut la possibilité que les activités de la société PATRICK TUBERT ait pu être à l'origine des nuisances olfactives rapportées par madame le principal du collège Paul Langevin, dans son courrier du 03/10/2022, au regard de la description de ces nuisances faites par monsieur le principal adjoint, lors de son contrôle, et du fait que la société PATRICK TUBERT ne traite pas des déchets susceptibles de générer ce type de nuisance ;

- considère, en raison de son constat de fin de journée de contrôle, que les activités de la société PATRICK TUBERT ont pu être à l'origine d'une partie des nuisances olfactives rapportées par le propriétaire du Mas Noell, à l'occasion de conditions météorologiques défavorables (« La Tramontane », vent fort dominant dans les Pyrénées-Orientales, soufflant depuis le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT vers le Mas Noell ;
- considère, pour avoir perçu ces nuisances de manière significative au niveau du Mas Noell lors de son contrôle, que la société PATRICK TUBERT est à l'origine des nuisances sonores rapportées par le propriétaire du Mas, sans pouvoir, à ce stade, déterminer si le niveau des émissions sonores provenant du crible de la société PATRICK TUBERT est conforme ou non aux valeurs limites d'émissions sonores autorisées par la réglementation, en limite de son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I, point 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de dispositifs spécifiques pour ne pas être à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux et entrepôts de l'installation opérant un traitement, sont aérés et ventilés. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression d'air est créée, associée à l'aspiration de l'air du bâtiment, Un traitement de l'air vicié est opéré avant tout rejet à l'atmosphère.</p> <p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à ne pas occasionner de gêne pour le voisinage.</p> <p>Les produits ou déchets susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés dans des conteneurs fermés.</p>
<p>Constats : Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées constate que la société PATRICK TUBERT réceptionne, dans son centre de tri d'Elne, des biodéchets (dont l'exploitant précise qu'ils proviennent d'entreprises agroalimentaires de la zone Grand Saint-Charles de Perpignan, de la grande distribution et de restaurateurs). L'inspection des installations classées observe que ces déchets sont entreposés, à l'air libre, dans un box composé d'une dalle et de 3 murs en béton. L'exploitant explique qu'en fonctionnement normal la durée de cet entreposage n'excède pas la durée de la journée de travail lors de laquelle ils ont été réceptionnés sur le site. L'exploitant concède toutefois à l'inspection des installations classées qu'il peut arriver que des biodéchets, réceptionnés le vendredi, et n'ayant pu être traités à l'issue de cette journée, soient amenés à séjourner dans le box et à l'air libre le week-end suivant.</p> <p>L'exploitant poursuit en expliquant que les biodéchets sont, pour la majorité, réceptionnés dans des sacs en plastiques transparents lui permettant de contrôler qu'ils ne contiennent pas des déchets autres que des biodéchets. Le cas échéant, l'exploitant explique que les sacs en plastique sont éventrés afin d'en retirer les déchets autres que des biodéchets. L'inspection des installations classées constate qu'il demeure peu de sacs en plastique intacts dans le box, lors de son contrôle. L'inspection des installations classées relève que ces déchets dégagent une odeur âcre, voire piquante à la gorge, et désagréable, sans que cette odeur ne soit très importante.</p> <p>L'exploitant explique que ces déchets sont déversés, à la pelle mécanique, dans une installation munie d'une trémie d'entrée afin de les déconditionner. Il précise que cette installation, permet de séparer les sacs plastiques et résidus de sacs plastiques des biodéchets et de broyer ces derniers</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I, point 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives
<p>jusqu'à obtenir un suc épais. Ainsi, l'inspection des installations classées constate qu'en sortie de l'installation les matières plastiques sont récupérés dans une benne alors que le suc est récupéré dans une autre. La partie supérieure de ces bennes est ouverte. L'exploitant ajoute qu'une raison du fait que les matières plastiques sont imprégnés de suc, la porte de leur benne est très légèrement maintenue ouverte pour en assurer l'évacuation sur la dalle en béton puis dans les caniveaux (type passerelle – donc largement ajourés) se rejetant dans un bassin disposant d'une capacité de rétention de 240 m³ étanche. L'inspection des installations classées constate que l'odeur précédemment ressentie est plus significative à proximité du conteneur, des caniveaux et du bassin, tout en demeurant encore supportable sur le site.</p> <p><i>[Pour mémoire, comme indiqué en première partie de ce rapport, le jour du contrôle et après avoir entendu le propriétaire du Mas Noell, peu après 16h30 et à un peu moins de 20 mètres de la limite de l'établissement PATRICK TUBERT (Cf. localisation point d'arrêt sur la vue aérienne en annexe), l'inspection des installations classées a senti des odeurs significatives, identiques, en particulier en termes d'intensité, à celles qu'elle avait senties le matin à l'intérieur de l'établissement. L'exploitant n'était pas présent lors de ce constat].</i></p> <p>L'exploitant explique que pour limiter les odeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il s'attache à traiter les biodéchets le jour même de leur réception, malgré quelques dérives les vendredis ; - il procède, chaque fin de journée d'exploitation, à un nettoyage de son installation de déconditionnement des biodéchets ; - il réalise 2 fois par semaine un pompage des jus (issus des plastiques séparés des biodéchets) récupérés dans le bassin de rétention de 240 m³, qu'il évacue hors de son établissement chez un prestataire autorisé à les valoriser. <p>L'inspection des installations classées considère que ces mesures ne constituent que des mesures de maîtrise des émissions d'odeurs mais ne constitue pas des mesures de limitation de leurs émissions à la source (origine) et qu'elles sont de toute façon insuffisantes tel que l'opération de déconditionnement est opérée. En effet, les biodéchets ou leurs résidus, tous deux source d'odeurs, sont trop longuement exposés à l'air libre lors du process (entreposage des biodéchets à l'air libre, partie supérieure des bennes de réception des résidus, caniveaux et bassin de récupération des jus ouverts).</p> <p>Par conséquent, l'inspection des installations classées considère que la société PATRICK TUBERT ne respecte pas la prescription du point 6.2.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel 23/11/2011, qui lui impose la mise en place de dispositifs spécifiques afin que son installation ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé. De même, l'inspection des installations classées considère que la société PATRICK TUBERT ne respecte pas non plus la prescription du dernier alinéa de ce même point, qui lui impose d'entreposer les déchets susceptibles de générer des odeurs en conteneurs fermés.</p> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société PATRICK TUBERT de respecter les prescriptions du point 6.2.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23/11/2011, sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réception et traitement des déchets dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I, point 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site. Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).
Constats : L'inspection des installations classées constate que les conditions dans lesquelles sont entreposés les biodéchets ne permettent pas d'en prévenir les odeurs qu'ils dégagent. Par conséquent, l'inspection des installations classées considère que la société PATRICK TUBERT ne respecte pas la prescription du dernier alinéa du point 7.3.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23/11/2011 et propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société PATRICK TUBERT de respecter cette prescription, sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2022, article L. 511-2, R. 511-9 et R. 512-47.I
Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation et régularité de sa mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article L. 511-2 Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation (article L. 511-2 du Code de l'environnement). Article R. 511-9 La colonne " A " de l'annexe de l'article R. 511-9 constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement <i>[extrait ci-après]</i> .

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2022, article L. 511-2, R. 511-9 et R. 512-47.I

Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation et régularité de sa mise en service

Rubrique	Désignation de la rubrique/activité	Régime*
2515	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</p> <p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p> <p>2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 350 kW b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW</p>	<p>E D</p> <p>E D</p>

*E : Enregistrement, D : déclaration.

Article R. 512-47.I

I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée [...].

Constats :

Lors du contrôle du 21/11/2022, l'inspection des installations classées constate que la société PATRICK TUBERT exploite un crible (Cf. photographies ci-après et localisation sur la vue aérienne en annexe). Sur la base de la marque et du modèle, l'inspection des installations classées observe que sa puissance est supérieure à 40 kW mais inférieure à 200 kW. Par conséquent, il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration. La société PATRICK TUBERT explique exploiter ce crible afin de réaliser une campagne de test pour pouvoir valoriser les déchets inertes issus de la fin de chaîne de son centre de tri de déchets. L'inspection des installations classées lui rappelle que l'activité de criblage qu'elle exerce – qu'il s'agisse d'une activité temporaire (« campagne de test ») ou durable dans le temps – aurait dû faire l'objet d'une déclaration à monsieur le préfet préalablement à sa mise en service. Au moment du contrôle, le crible n'était pas en fonctionnement.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2022, article L. 511-2, R. 511-9 et R. 512-47.I
Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation et régularité de sa mise en service
<i>Photographies du crible prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 21/11/2022</i>

<p>Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société PATRICK TUBERT, sous 15 jours, de régulariser la situation de son activité de criblage, soit en la déclarant à monsieur le préfet, soit en l'informant de la date et des modalités mise en œuvre pour sa mise à l'arrêt définitif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Règles d'exploitation

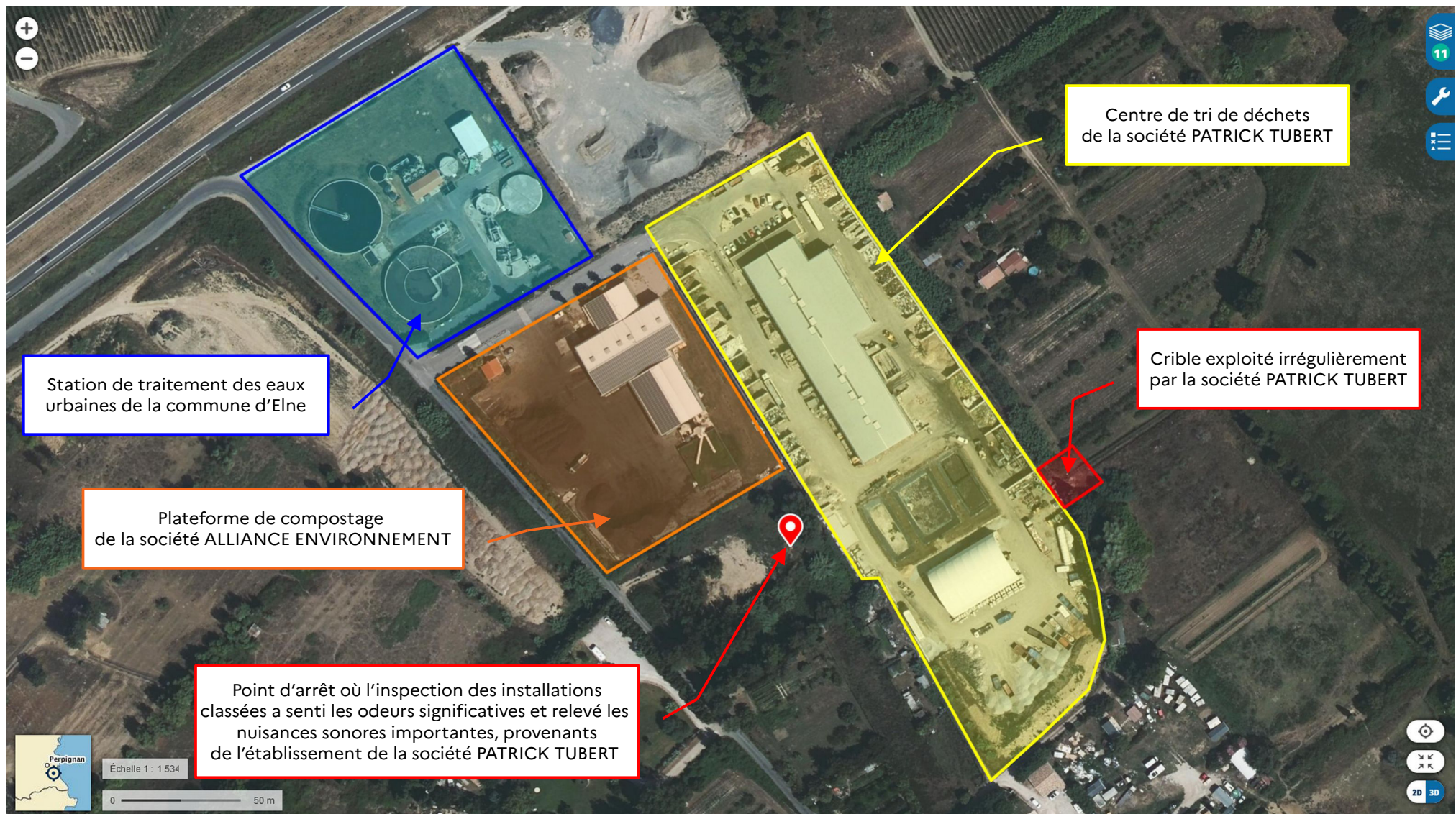
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I, points 8.1 et 8.4
Thème(s) : Autre, Prescriptions techniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe I, point 8.1 - Valeurs limites de bruit Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation), - zones à émergence réglementée : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse), - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration, - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles <p>Pour les installations existantes (déclarées avant le 1er octobre 1997) la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I, points 8.1 et 8.4		
Thème(s) : Autre, Prescriptions techniques		
arrêté.		
<p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :</p>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.</p>		
Annexe I, point 8.4 - Mesure de bruit		
Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.		
Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.		
Constats :		
<p><i>[Pour mémoire, comme indiqué en première partie de ce rapport, le jour du contrôle et après avoir entendu le propriétaire du Mas Noell, peu après 16h30 et à un peu moins de 20 mètres de la limite de l'établissement PATRICK TUBERT (Cf. localisation point d'arrêt sur la vue aérienne en annexe), l'inspection des installations classées a constaté que le crible, observé le matin dans l'établissement de la société PATRICK TUBERT, était en fonctionnement et générait un bruit « important » en limite de propriété de l'établissement, sans que l'inspection des installations classées (en l'absence de résultats de mesures sonores) ne soit en mesure d'établir que la société PATRICK TUBERT ne respecterait pas la valeur limite d'émission sonore autorisée en limite de son établissement. L'exploitant n'était pas présent lors de ce constat].</i></p> <p>Il est par ailleurs rappelé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le fonctionnement des installations de criblage dont la puissance est supérieure à 40 kW mais n'excède pas 200 kW est soumis au respect des prescription techniques annexées à l'arrêté ministériel du 30/06/1997 ; - le fonctionnement des installations de criblage destinées à fonctionner sur une période unique de 6 mois et dont la puissance est supérieure à 40 kW mais n'excède pas 350 kW est soumis au respect 		

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I, points 8.1 et 8.4
Thème(s) : Autre, Prescriptions techniques
<p><i>des prescriptions techniques annexées à l'arrêté ministériel du 30/06/1997].</i></p> <p>Le jour du contrôle la société PATRICK TUBERT ne disposait pas des résultats d'une mesure de bruit, qui lui est imposée de réaliser au moins tous les 3 ans, telle que prévue au point 8.4 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 30/06/1997, permettant de contrôler qu'elle respecte les valeurs limites d'émissions sonores en limite de son établissement.</p> <p>Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet d'imposer à la société PATRICK TUBERT, si celle-ci fait le choix de déclarer son crible pour pouvoir continuer de l'exploiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réaliser, sous 1 mois, une mesure de bruit, telle que prévu au point 8.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté ministériel du 30/06/1997 afin de contrôler qu'elle respecte les valeurs limites de bruit en limite de son établissement ; - le cas échéant, sous 2 mois, de mettre en œuvre des mesures pour respecter ses limites, et dans l'intervalle de suspendre son activité de criblage.
Type de suites proposées : prescriptions complémentaires

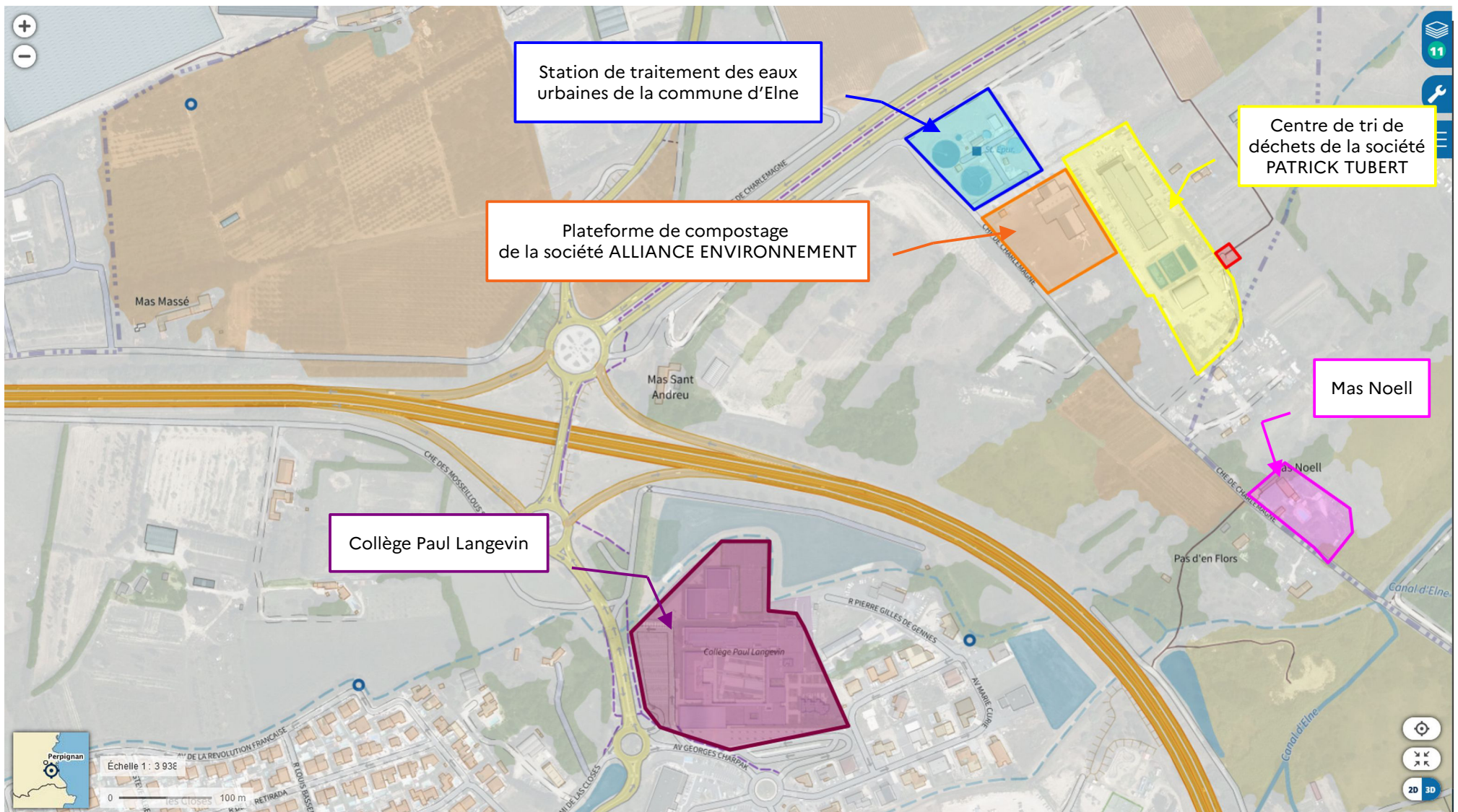
ANNEXE I

Vue aérienne de l'établissement PATRICK TUBERT et de ses proches environs



ANNEXE II

Plan de localisation du collège Paul Langevin et du Mas Noell par rapport aux établissements
des sociétés PATRICK TUBERT et ALLIANCE ENVIRONNEMENT





PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités de la Citoyenneté et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le XX mois 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DLP/DCLUE/2022XXX-XXXX

mettant en demeure la société PATRICK TUBERT de régulariser la situation administrative d'une installation de criblage qu'elle exploite dans son centre de tri de déchets à Elne, de respecter plusieurs prescriptions techniques pour la poursuite de l'exploitation d'une autre installation de son centre de tri et prescrivant la réalisation d'une mesure de bruit

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** le Code de l'environnement, et en particulier son article L. 171-7 ;
- VU** l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels " ;
- VU** l'arrêté 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BCLUE/2019155-0004 du 4 juin 2019 encadrant la poursuite des activités de la société TUBERT sur le site d'Elne
- VU** la plainte d'un riverain formulée à l'encontre de la société PATRICK TUBERT en date du 14 novembre 2022 pour nuisances olfactives et sonores ;
- VU** le rapport n° 2022-200-PR/EX daté du 9 décembre 2022 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 21 novembre 2022 dans le centre de tri de déchets que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemgne, lieu-dit « Els Mossellons » à Elne ;
- VU** le projet du présent arrêté transmis à la société PATRICK TUBERT, le XX mois 2022 ;
- VU** les observations de la société PATRICK TUBERT, reçues par courriel daté du XX mois 2022, [l'absence d'observations de la société PATRICK TUBERT] concernant ce projet ;

- Considérant** que lors de son contrôle du 21 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT exploitait une installation de criblage soumise à déclaration au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Considérant** que la société PATRICK TUBERT n'a pas déclaré cette installation à monsieur le préfet avant sa mise en service ;
- Considérant** que lors de son contrôle du 21 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le fonctionnement de cette installation générerait des émissions sonores importantes en limite de propriété de l'établissement PATRICK TUBERT ;
- Considérant** qu'en l'absence de la mesure de bruit, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure de contrôler que la société PATRICK TUBERT respectait les valeurs limites de bruit qui lui sont imposées en limite de son établissement par les prescriptions de l'arrêté du 30/06/1997 susvisé ;
- Considérant** par ailleurs, que lors du contrôle du 21 novembre 2022, l'inspection a senti des odeurs importantes provenant du et jusqu'en limite de propriété du centre de tri de déchet de la société PATRICK TUBERT ;
- Considérant** qu'en application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisé, rappelé dans l'arrêté préfectoral du 4 juin 2019 susvisé, la société PATRICK TUBERT était tenue :
- d'équiper ses installations de dispositifs spécifiques afin que ses installations ne soient pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé ;
 - d'entreposer les déchets susceptibles de générer des odeurs en conteneurs fermés ;
- Considérant** que lors de son contrôle du 21 novembre 2011, l'inspection des installations classées a constaté :
- l'absence de ces dispositifs spécifiques ;
 - que des biodéchets, source d'odeurs, étaient entreposés, à l'air libre, dans l'établissement de la société PATRICK TUBERT ;
 - que les mesures mises en place par la société PATRICK TUBERT pour maîtriser les odeurs étaient insuffisantes ;
- Considérant** que ces manquements ont pu générer des nuisances olfactives et sonores pour les riverains du centre de tri de déchet que la société PATRICK TUBERT exploite à Elne ;
- Considérant** dès lors, qu'il convient en application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société PATRICK TUBERT :
- de régulariser la situation administrative de son crible ;
 - de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisés ;
- Considérant** de plus, qu'il convient, en application des dispositions de l'article L. 512-12 du Code de l'environnement d'imposer des prescriptions spéciales à la société PATRICK TUBERT, si celle-ci fait le choix de déclarer son crible pour pouvoir continuer de l'exploiter, en particulier :
- de réaliser notamment une mesure de bruit telle que prévue dans l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 ;

- le cas échéant, de mettre en œuvre les mesures pour respecter les valeurs limites de bruit en limite de son établissement et, dans l'intervalle, de faire cesser les nuisances sonores produites par ses installations ;

Considérant enfin, qu'en application des dispositions de l'article L. 512-8 du Code de l'environnement, la société PATRICK TUBERT, pour ses installations soumises à déclaration, doit respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

Article 1^{er} - CHAMP DE LA MISE EN DEMEURE

La société PATRICK TUBERT (n° SIREN : 392 005 070), dont le siège social est situé 52 route de Bages, lieu-dit « Mas Tubert » à Elne (66200), si après dénommé l'exploitant, est mise en demeure :

- 1°) de régulariser, **dans un délai n'excédant pas 15 jours**, la situation administrative de l'installation de criblage qu'elle exploite dans son centre de tri de déchets situé chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » sur le territoire de la commune d'Elne :
 - soit en déclarant cette installation, dans les formes prévues par les dispositions des articles R. 512-47 et R. 512-52 du Code de l'environnement ;
 - soit en cessant définitivement l'activité de cette installation dans les conditions définies aux articles R. 512-66-1 à R. 512-66-3 du Code de l'environnement ;
- 2°) **dans le cas où elle retient la première des options de régularisation ci-dessus**, de respecter, **dans un délai n'excédant pas 15 jours**, les prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé ;
- 3°) de respecter, **dans un délai n'excédant pas 1 mois**, les prescriptions des points 6.2.1 et 7.3.1, annexées à l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisé ;

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Dans le cas où elle fait le choix de déclarer son installation de criblage pour pouvoir poursuivre son exploitation, la société PATRICK TUBERT :

- 1°) réalise, **dans un délai n'excédant pas 1 mois**, une mesure de bruit en limite de son établissement, représentative du fonctionnement de son installation de criblage. Cette mesure est réalisée conformément aux prescriptions du point 8.4, annexées à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé.
- 2°) met en œuvre, le cas échéant, **dans un délai n'excédant pas 2 mois**, les mesures afin de respecter les valeurs limites de bruits qui lui sont imposées en limite de son établissement, par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé. Dans l'intervalle, la société PATRICK TUBERT suspend son activité de criblage. À l'issue des travaux la société PATRICK TUBERT réalise une nouvelle mesure de bruit pour attester la conformité. Ces dispositions sont poursuivies jusqu'à ce que les valeurs limites de bruit en limite de son établissement soient respectées.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

La société PATRICK TUBERT transmet les résultats de la mesure de bruit à l'inspection des installations classées, dès qu'elle en a connaissance.

ARTICLE 3 – SANCTION

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télerecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune d'Elne, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune d'Elne ;
- à la société PATRICK TUBERT ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Rodrigue FURCY
Yohann Marcon